

LAUZON (Glenn P.) (éd.), *Educating in a Working Society. Vocationalism in 20th century American Schooling*

Charlotte : Information Age Publishing, 2019, 204 p.

Stéphane Lembré



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/4943>

DOI : [10.4000/histoire-education.4943](https://doi.org/10.4000/histoire-education.4943)

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2019

Pagination : 129-132

ISBN : 979-10-362-0144-8

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Stéphane Lembré, « LAUZON (Glenn P.) (éd.), *Educating in a Working Society. Vocationalism in 20th century American Schooling* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 152 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 08 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/4943> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.4943>

Ce document a été généré automatiquement le 8 janvier 2022.

© Tous droits réservés

LAUZON (Glenn P.) (éd.), *Educating in a Working Society. Vocationalism in 20th century American Schooling*

Charlotte : Information Age Publishing, 2019, 204 p.

Stéphane Lembre

RÉFÉRENCE

LAUZON (Glenn P.) (éd.), *Educating in a Working Society. Vocationalism in 20th century American Schooling*, Charlotte : Information Age Publishing, 2019, 204 p.

- 1 Comment concilier l'école et le travail ? Durant le XX^e siècle, cette vaste question touche les États-Unis comme bien d'autres pays. Dans l'introduction de cet ouvrage collectif, Glenn Lauzon observe la force de l'idée de crise et d'échec du système éducatif aux États-Unis, situation dont l'un des jalons fut le retentissant rapport *A Nation at Risk* (1983). Alors que la relation école-travail est considérée par beaucoup comme une nécessité face aux changements économiques rapides, ni les institutions économiques, ni les établissements d'enseignement n'auraient été en mesure de la garantir. Ce constat motive une enquête collective qui s'organise autour du *vocationalism*, dont Lauzon montre la définition évolutive dans les travaux des chercheurs depuis les années 1960 : au sens large, ce concept renvoie aux intentions éducatives reliant l'apprentissage au travail, alors que la formation professionnelle (*vocational education*) désigne des programmes scolaires conçus pour préparer les jeunes à l'emploi. En faisant le choix de ne pas appliquer une définition préalable, mais d'en aborder les caractéristiques en actes, les neuf chapitres cherchent à repérer, à travers un long XX^e siècle (et même plus exactement de la fin du XIX^e au début du XXI^e siècle), les réalisations éducatives qui découlent des intentions liées au travail, afin de mettre en évidence « l'interaction de ces intentions avec la croissance des établissements

d'enseignement et les expériences des personnes qui y ont participé » (p. 6), aussi bien à l'échelon national qu'au niveau local.

- 2 Ce livre montre la vitalité de l'historiographie américaine de l'éducation, dont il avait été fait état dans une précédente livraison¹. Le premier apport concerne la mesure des grandes scissions de la politique éducative. Michael Their, Joshua Fitzgerald et Paul Beach montrent que « la formulation idéale du *Smith-Hughes Act* [de 1917] pour l'enseignement secondaire était que les élèves apprennent la théorie et la pratique des métiers dans le cadre de programmes complets qui les préparent à un emploi intéressant » (p. 16). Non seulement cette « vision idéalisée de l'intégration de l'enseignement professionnel complet dans les écoles secondaires publiques ne s'est jamais concrétisée » (p. 16), mais les conditions de son élaboration depuis les années 1830 sont rappelées en décrivant les écoles comme des « agents d'industrialisation et d'urbanisation » (p. 19) et en revenant brièvement sur le rôle de personnages comme Horace Mann, qui popularisa le lien entre scolarisation et travail, ou Calvin Woodward, doyen de l'école d'ingénieurs de l'université Washington à Saint-Louis, fondateur de la *Saint-Louis Manual Training School* et « champion » du travail manuel (p. 19). Les États-Unis s'inscrivent dans une dynamique plus générale dans les pays riches : non sans écho avec la préparation de la loi Astier finalement votée en 1919 en France, loin d'être un point de départ, le *Smith-Hughes Act* agit comme un révélateur de tensions autour des finalités du système scolaire et de la place à accorder au travail manuel dans les écoles.
- 3 Si ce premier chapitre (« Partitioning Schools: Federal Vocational Policy, Tracking, and the Rise of Twentieth-Century Dogmas ») révèle le poids des débats et de la loi de 1917 sur la politique éducative menée tout au long du XX^e siècle, les textes suivants explorent des aspects plus précis qui aident à comprendre la naissance de la loi et sa portée : Mary-Lou Breitborde étudie les rapports entre race et pouvoir en liaison avec la montée de l'enseignement professionnel (*vocational education*). Lauren Yarnell Bradshaw poursuit un travail déjà engagé sur le cas emblématique de Columbus (État de Géorgie), où l'éducation industrielle était solidement installée avant 1917 sous la forme d'un système ségrégué : la *Columbus Industrial High School* était destinée aux blancs, tandis que la *William H. Spencer Industrial High School* devait améliorer « à la marge » la situation économique des enfants des Africains-Américains, tout en maintenant les clivages de race, de classe et de genre. Le devenir d'un tel système après 1917 montre la persistance de valeurs et d'attitudes : « Tandis que les partisans de l'enseignement industriel invoquaient continuellement le progrès démocratique et économique, les étudiants étaient formés dans les écoles secondaires industrielles de Columbus pour trouver des postes jugés adaptés à leur race et à leur classe » (p. 72). Stephen Provasnik propose ensuite une analyse de quelques étapes-clés du début du siècle, notamment le rapport de la commission Douglas (1906), du nom de son président, le gouverneur du Massachusetts et fabricant de chaussures William Douglas, qui a déployé au niveau national des arguments en faveur de la création d'un système d'écoles professionnelles soutenu par l'État qui fonctionnerait indépendamment et parallèlement au système public traditionnel des écoles secondaires, et affirmé que la mesure du succès de l'école devrait être sa capacité à satisfaire les besoins de la société et des enfants, dans le but de rendre les États-Unis plus compétitifs sur le plan économique (p. 79-80). L'un des apports majeurs de ce livre concerne ainsi la révision de la chronologie communément admise : le *Smith-Hughes Act* n'a pas « résolu de conflit sur le *vocationalism* ni mis la

nation sur la voie de la professionnalisation ». Dès la période 1907-1912, « l'idée que l'enseignement professionnel était une politique positive pour la démocratie et l'amélioration de la société a fait consensus ». La loi a surtout apporté une aide financière aux efforts déjà engagés pour institutionnaliser l'enseignement professionnel (p. 90-91).

- 4 Cette tendance générale est ensuite examinée à l'échelon local, grâce à l'étude de cas aussi différents que celui d'Hawaï (Michelle M. K. Morgan) ou celui de Milwaukee (Kyle P. Steele), confirmant que les programmes d'enseignement professionnel varient largement selon leur implantation (p. 97). Dans le premier cas, les spécificités économique, sociale et raciale pèsent sur le développement de l'enseignement professionnel. Alors que le système éducatif de Hawaï n'est pas initialement sous contrôle fédéral et que le *Smith-Hughes Act* n'y est appliqué qu'en 1924 sous la pression de la *National Education Association*, cette extension s'accompagne d'un financement fédéral direct et de relations renforcées entre ce territoire et le *Federal Board for Vocational Education*. La spécificité d'une économie de plantation, qui entraîne quelques adaptations des idéaux portés par l'enseignement professionnel, n'empêche pas que se répande l'idée que les écoles hawaïennes devaient préparer les jeunes à leur futur métier. La même question du degré d'adaptation locale se pose dans le cas de Milwaukee : Kyle P. Steele, en constatant que les élèves y ont souvent contourné la politique fédérale et ont continué à suivre des cours sans finalité professionnelle, s'interroge sur la particularité de cette ville et appelle à d'autres études locales pour mieux prendre la mesure du *vocationalism* dans la première moitié du XX^e siècle (p. 133).
- 5 Les chapitres suivants s'intéressent aux héritages du *vocationalism*, à travers les rapports entre enseignement général et enseignement professionnel dans les dernières décennies. Kevin S. Zayed examine la manière dont les partisans de l'enseignement général ont cherché des terrains d'entente entre celui-ci et l'enseignement professionnel, malgré des objectifs contradictoires. Plusieurs auteurs, à partir d'une démonstration qui s'appuie sur les cas de la Californie, de la Géorgie, du Kentucky, du Nouveau Mexique et du Texas, insistent sur l'héritage contradictoire du *Smith-Hughes Act* : d'un côté, grâce au financement fédéral, la loi a légitimé les efforts des écoles pour améliorer la préparation des élèves au marché du travail. Pourtant, cette loi et celles qui l'ont suivie ont fait émerger une « fausse dichotomie entre les objectifs éducatifs » de préparation à la vie active ou aux études secondaires (p. 172).
- 6 C'est à la lumière de ces différentes analyses, dont ces lignes ne traduisent que faiblement l'intérêt, que G. Lauzon revient, dans sa postface, sur la manière dont les historiens de l'éducation ont conceptualisé les relations entre l'école et le travail. À la conviction selon laquelle l'école et le travail se soutiennent mutuellement pour générer le progrès a succédé une conception de l'école comme un bien économique : une personne y investit du temps et du travail pour en tirer des opportunités et un enrichissement. Dans une troisième perspective, la scolarisation fait figure d'instrument de pouvoir, utilisé par des groupes sociaux dominants pour maintenir leur statut. Enfin, une quatrième position défend le rôle de l'école pour préserver et transmettre la culture aux générations futures, en s'opposant au primat des préoccupations économiques (p. 190). On peut toutefois préférer à la description d'une telle succession l'idée d'un enchevêtrement de lectures différenciées de la place et du rôle de l'enseignement professionnel dans un système éducatif dont l'unité doit toujours être abordée avec prudence. Comme chacune des contributions le démontre et

de l'aveu même du maître d'œuvre, les enjeux sociaux et politiques du *vocationalism* ainsi que la diversité de ses déclinaisons et des expériences menées confirment l'ampleur des recherches qui restent à mener, y compris – c'est probablement l'une des limites de l'ouvrage – pour apprécier la résurgence éventuelle de ce concept dans des politiques menées hors des États-Unis par des organismes internationaux ou dans d'autres cadres nationaux.

NOTES

1. Sébastien-Akira Alix, « En quête du progressisme : l'évolution de l'historiographie américaine sur l'éducation progressiste aux États-Unis (1960-2013) », *Histoire de l'éducation*, n° 142, 2014, p. 221-245.